

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMURFIT KAPPA FRANCE

Quai du Canal
BP 2
51150 TOURS SUR MARNE

Références : SM2 D2 i 2022 - 557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Quai du Canal BP 2 51150 TOURS SUR MARNE. L'inspection a été annoncée le 23/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incident de pollution signalé par le biais de l'astreinte de la Préfecture

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- Quai du Canal BP 2 51150 TOURS SUR MARNE
- Code AIOT dans GUN : 0005701503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

La société SMURFIT KAPPA à TOURS SUR MARNE, filiale de SMURFIT KAPPA GROUP, conçoit et fabrique des emballages carton imprimés à partir de deux techniques :

- l'offset (affiche imprimée (impression hors du site) contre-collée, colle vinylique),
- le flexo (impression réalisée sur le site à l'aide d'encre).

Dans les deux process de fabrication, les rejets liquides industriels sont collectés et traités par une station d'épuration située sur le site et exploitée par Dalkia.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Les causes de l'incident de pollution signalé par un tiers auprès de la Préfecture de la Marne le 23 juin 2022.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cet incident de pollution a permis de mettre en évidence des problèmes liés à la cuve de récupération des eaux sales de process.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale
Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La priorité de l'exploitant sera de fiabiliser le système de récupération des effluents de process en vue de les faire traiter dans la STEP liée au site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 2.5
Thème(s) : Produits chimiques, Pollution ponctuelle
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection des installations classées de la Marne a été informée de l'incident de pollution le 23 juin 2022 par le biais de l'astreinte de la Préfecture. Toutefois, d'après la "fiche de notification d'accident / incident" établie par l'exploitant, le début de l'évènement de pollution est survenu le 21 juin 2022 et a été signalé par un salarié par voie interne (Suricarte).
Type de suites proposées : l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de rappeler à l'exploitant ses obligations relatives à la déclaration des incidents/incidents survenus sur le site, et ceci dans les meilleurs délais.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2012, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution ponctuelle
<p>Prescription contrôlée : Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p>
<p>Constats : D'après le rapport de l'expert / médiateur, Monsieur Jean-Marc Nourry, mandaté par l'exploitant, la pollution est due à un rejet accidentel des effluents du process dû à une combinaison de facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mauvais fonctionnement des poires et flotteurs de la cuve de récupération des effluents de process (eaux sales) ; - remplissage exceptionnel de la cuve des eaux sales au-dessus du maximum de sa capacité suite à un nettoyage avant le week-end de Pentecôte ; - débordement de la cuve de récupération des eaux sales dans le réseau d'eaux pluviales ; - lessivage du réseau des eaux pluviales lors des orages des 4, 5 et 8 juin qui ont permis de remplir la fosse du bâtiment de la Balemaster.
<p>Observations: Suite à la visite du 23 juin par l'IIC, l'exploitant a procédé au prélèvement des "eaux noires" encore présentes dans la fosse du bâtiment du Balemaster, le 24 juin 2022, pour analyses. Dans la foulée, l'exploitant a mandaté un expert – M. Jean-Marc NOURRY – afin de déterminer les causes de la pollution. Par courriel adressé à l'inspection des installations classées le 11 juillet 2022, l'exploitant a transmis le rapport d'analyses de l'échantillon (qui révèle une DCO, DBO et un taux de MES particulièrement élevés) ainsi que le rapport d'expertise. L'expert synthétise la cause de l'incident comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La société SMURFIT KAPPA à TOURS SUR MARNE, filiale de SMURFIT KAPPA GROUP, conçoit et fabrique des emballages carton imprimés ✓ Les rejets liquides industriels sont collectés et traités sur une station d'épuration située sur le site. ✓ L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 27 février 2012 précise les conditions de rejet des effluents au milieu naturel. ✓ Le mardi 21 juin 2022 au matin, la société SMURFIT KAPPA a été informée, par voie interne, d'un rejet d'eau sale en provenance de la fosse Balemaster vers la Marne. ✓ la société SMURFIT KAPPA a immédiatement pris les mesures conservatoires et stopper tous les rejets vers la Marne. ✓ Une analyse des rejets a été réalisée par le laboratoire AQUANALYSE le vendredi 24 juin au niveau de la fosse Balemaster. ✓ Eu égard aux résultats, une connexion accidentelle entre un réseau process et le réseau des eaux pluviales a été suspectée. ✓ Une inspection exhaustive des réseaux des eaux pluviales a été réalisée le 5 et 6 juillet. ✓ Il a été constaté que, globalement, les réseaux étaient propres et ne présentaient, ni trace de mise en charge, ni trace d'infiltration d'eau de nappe. ✓ Il a été constaté une détérioration importante du réseau au droit de la cuve des eaux sales en entrée de la station d'épuration avec une possible connexion entre les eaux sales et les eaux pluviales. ✓ A partir des données d'exploitation quotidiennes établies par la société DALKIA, il a été possible de définir les volumes maximums atteints dans la cuve des eaux sales. ✓ La mise en perspective de l'ensemble des données met en évidence une mise en charge de la cuve des eaux sales les 2 et 3 juin 2022. ✓ Le rejet d'eau sale en provenance de la fosse Balemaster vers la Marne le mardi 21 juin est, chronologiquement, la conjonction : <ul style="list-style-type: none"> • d'une production importante d'eau sale, conséquence du nettoyage précédent le week-end de la Pentecôte, • d'un dysfonctionnement des poires et flotteurs dans la cuve des eaux sales, • d'une montée en charge de la cuve des eaux sales les 2 et 3 juin (respectivement 10,2 et 10,9 m3 au lieu des 8,5 m3 (seuil haut)), • d'un débordement des eaux sales dans le réseau des eaux pluviales, • d'un lessivage du réseau des eaux pluviales lors des orages des 4, 5 et 8 juin (48,8 mm en cumulé). ✓ Une analyse exhaustive des données à partir de la semaine 11 (14 mars 2022) n'a pas permis de retrouver une telle configuration, configuration qui peut être qualifiée d'accidentelle. ✓ Le volume d'eau sale transféré vers le réseau des eaux pluviales est compris entre 1.000 et 2.000 litres.

- ✓ Les travaux réparatoires devront être entrepris afin de sécuriser le réseau des eaux pluviales et les cuves de récupération des eaux sales.
- ✓ Un plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) pourra utilement être mis en oeuvre à l'issue des travaux réparatoires.

Par courriel en date du 11 juillet 2022, l'exploitant a fait part de la mise en place de mesures conservatoires suivantes :

- Depuis le mardi 21/07/2022 8h30 -> Arrêt de la pompe de relevage de la fosse Balemaster vers la Marne pour éviter tout risque de contamination. La pompe de relevage est démontée depuis le jeudi 23/06 après la visite de l'inspection des installations classées garantissant le respect de cette règle.
- Nous avons procédé au pompage et traitement des eaux pluviales par la SARP ainsi qu'à l'arrêt et à la consignation de la station d'épuration du site. Les effluents résultant des eaux de lavage seront pompés et expédiés vers un centre de traitement des déchets adapté pendant toute la période conservatoire.

Type de suites proposées :

L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de demander à l'exploitant de réaliser les travaux liés à la mise en oeuvre des mesures correctives, auxquelles il s'est engagé, dans un délai de 6 mois. Les mesures à mettre en oeuvre sont les suivantes :

- Tracer le traitement des eaux de lavage du process pompées durant toute la durée de la période conservatoire ;
- Basculer le réseau des eaux pluviales dans la zone des cuves de récupération des eaux sales en aérien ;
- Remplacer et condamner les cuves enterrées en entrée de STEP par des cuves en polypropylène double peau installées sur le sol permettant d'avoir un suivi visuel fiable des niveaux ;
- Installer 2 piézomètres sur le site.

A l'issue des 6 mois de délais, et en cas de retard dans les travaux de mise en conformité, l'exploitant devra justifier du non respect du délai.

A l'issue des travaux, la période de mise en oeuvre des mesures conservatoires pourra être levée avec l'accord écrit de l'inspection des installations classées.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale